

Frank-Walter Steinmeier, Membre du Bundestag

Günter Gloser, Membre du Bundestag

Un plan Marshall pour la région méditerranéenne

Le monde arabe s'est mis en marche. Dans de nombreux États d'Afrique du Nord et de la péninsule arabique, les hommes et les femmes se soulèvent et élèvent leur voix contre la pauvreté et l'oppression, pour plus de prospérité, de participation et de démocratie. Ce tournant historique mérite le plein soutien de l'Europe.

Nous sommes témoins d'une transformation fondamentale, peut-être même d'un changement d'époque dans le voisinage immédiat de l'Europe. L'ampleur du renouveau n'est pas encore claire mais une chose est d'ores et déjà sûre : de nouveaux jalons sont en train d'être posés dans le monde arabe. Cela aura de profondes répercussions non seulement pour la population de la région mais aussi pour nous en Europe.

Actuellement, l'Europe a elle aussi une crise grave à relever. C'est bien le motif de notre revendication : l'UE et les gouvernements européens ne sauraient commettre aujourd'hui l'erreur de gérer uniquement leurs propres problèmes. Ne s'occuper que de soi-même serait une erreur historique. L'évolution du monde arabe recèle à la fois de grandes chances et des risques pour l'Europe. Il est dans le plus strict intérêt de l'UE, tant du point de vue économique que de celui de sa politique de sécurité, de tendre la main aux populations de la région méditerranéenne. La détermination de l'UE jouera un rôle décisif dans ce processus : soit les chances qu'offre ce nouveau départ seront saisies, soit les espoirs déçus de millions de jeunes gens les feront basculer dans l'extrémisme, l'instabilité et un exil de masse.

Nous observons avec préoccupation que l'UE, à cette heure décisive, manque de la détermination nécessaire. Son action est hésitante, indécise, désunie. Les structures de coopération existant depuis longtemps avec les voisins de l'espace méditerranéen sont sclérosées sans qu'on puisse identifier d'orientation politique. Les offres de coopération ponctuelles, non coordonnées et intégrées à des procédures bureaucratiques longues, qui ne sont que des faux-semblants, ne sont d'aucune aide.

L'Europe et le gouvernement fédéral doivent maintenant changer d'optique. Il nous faut une approche stratégique visant à soutenir puissamment, rapidement et pour longtemps la démocratisation et la transformation des États et des sociétés arabes : autrement dit, un plan Marshall pour la démocratisation et la modernisation de la Méditerranée.

C'est pourquoi nous demandons :

- Un sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement de l'UE donnant clairement le signal que l'Europe reconnaît l'ampleur de l'évolution du monde arabe et en tire les conséquences politiques : une promotion globale, à l'échelle de toute l'Europe, de la démocratisation et de la modernisation du bassin méditerranéen ;

- Le soutien apporté à la réforme des structures étatiques doit être considérablement renforcé. Cela concerne les révisions constitutionnelles, les réformes du droit de vote, de la police et de la justice ainsi que la tenue des élections. Les experts des différents domaines de la société, les organisations de médiation et les fondations politiques ont un rôle moteur à jouer à cet égard et doivent bénéficier d'un appui financier pour être en mesure de le faire. Il ne suffit pas de « gratter » quelques millions sur le budget fédéral en cours pour y parvenir.
- La jeune génération du monde arabe veut de bonnes perspectives d'avenir. A ce titre, l'UE doit apporter son aide par une coopération beaucoup plus étroite en matière éducative et scientifique, à commencer par des offres concrètes pour les échanges universitaires. La simplification de l'octroi des visas pour les jeunes étudiants fait partie de ce processus.
- La reconstruction économique doit être au cœur de tous les efforts. Il est indispensable, à cet égard, de disposer d'un fonds de développement régional doté de manière à être à la hauteur de sa tâche. Les fonds prévus pour l'instant dans le cadre de la politique européenne de voisinage ne suffisent pas.
- Les ressources doivent être attribuées en fonction des priorités stratégiques. A l'avenir, il faudra engager davantage d'argent là où davantage est fait pour la démocratisation de l'État et de la société. C'est une manière de récompenser la bonne gouvernance sans s'ingérer ni donner de leçons.
- Les économies affaiblies des pays riverains du sud de la méditerranée ont besoin maintenant d'une aide rapide et non bureaucratique. C'est pourquoi il faut débloquer des aides à l'investissement pour un certain nombre d'entreprises allemandes et européennes travaillant dans la région mais aussi pour des petites et moyennes entreprises des pays concernés.
- Il faut faire avancer avec force le démantèlement des entraves au commerce et le projet d'une zone de libre-échange euro-méditerranéenne.
- La coopération dans des secteurs économiques clés doit être développée à moyen terme. D'autres projets aussi ambitieux que l'initiative Desertec sur l'énergie solaire, projet phare, doivent suivre dans d'autres domaines.

L'UE et les gouvernements européens sont, ensemble, face à leurs responsabilités. Il est temps d'agir. On attend des Européens qu'ils fassent bénéficier le monde arabe de l'expérience qu'ils ont acquise en Europe centrale et en Europe de l'Est dans le soutien aux processus de transformation. Nous avons besoin du renouveau de la Méditerranée.

Le gouvernement fédéral doit utiliser ses bonnes relations avec le gouvernement d'Israël pour obtenir une reprise des entretiens directs entre Israël et la Palestine, au plan bilatéral et dans le cadre du Quartette pour le Proche-Orient. L'Allemagne doit agir de concert avec d'autres pays européens et avec l'UE pour que la démocratisation du monde arabe soit une chance pour la résolution du conflit au Proche-Orient. Pour ouvrir la voie, le gouvernement israélien doit mettre un

terme à sa politique de colonisation. Un règlement du conflit au Proche-Orient est dans l'intérêt premier et à long terme d'Israël, de l'ensemble de la région et de l'Europe.